

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 9 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMET ALLOYS

1 IMPASSE ALBERT COCHERY
ZAC EST DE LA MONTANE
19800 Eyrein

Références : 2026-03-09 UiD192026-0031r georisques
Code AIOT : 0100008883

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement IMET ALLOYS implanté 1 IMPASSE ALBERT COCHERY ZAC EST DE LA MONTANE 19800 Eyrein. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMET ALLOYS
- 1 IMPASSE ALBERT COCHERY ZAC EST DE LA MONTANE 19800 Eyrein
- Code AIOT : 0100008883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMET Alloys exploite à Eyrein des installations de traitement de déchets métalliques (super-alliage et titane) sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation signé en date du 7 mai 2024.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Déchets
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Prévention des accidents liés au vieillissement des cuves et des rétentions | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.4 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | OCP Prod.chimiques - Produit incompatible et réservoir associés à rétention | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | AR incendie dans les déchets - Détection et surveillance (PC2) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 6 | AR incendie dans les déchets - Ronde (PC3) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 7 jours |
| 7 | AR incendie dans les déchets - Maitrise des incendie (PC4) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II | Demande de justificatif à l'exploitant | 7 jours |
| 8 | AR incendie dans les déchets - Plan de défense incendie (PC5) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 9 | AR incendie dans les déchets - Etat des stocks (PC6) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV | Demande de justificatif à l'exploitant | 7 jours |
| 10 | AR incendie dans les déchets - Entreposage / Caractéristiques îlots (PC7) | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 12 | Rejets aqueux dans le milieu et à la STEP | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 3.3.1 et 3.4.2 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 14 | Surveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 2.2.2.1 et 2.3.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 15 | Plan de gestion des solvants | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 2.2.2.2 et 2.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 16 | Rapport d'incident ou d'accident | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 1.11 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 17 | Contrôle de la conformité des installations électriques | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.1.4 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 18 | Contrôle de la conformité des installations de protection contre la foudre | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.1.5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 20 | Entretien des moyens de détection et de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.3.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 21 | Entreposage des déchets | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 7.1.2 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 22 | Entretien de la TAR | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 8.1.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 23 | Entretien de l'installation de traitement des superalliages | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 8.1.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 3 | OCP Produits chimiques - Etat des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet |
| 4 | AR incendie dans les déchets - Entreposage des batteries (PC1) | Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article 6-VI | Sans objet |
| 11 | Emissions sonores | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 5.1.1 à 5.1.3 | Sans objet |
| 13 | Surveillance des légionelles dans la TAR | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 8.1.1 | Sans objet |
| 19 | Procédure d'isolement des réseaux d'eau pluviale en cas d'incendie | Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.1.7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection objet du présent rapport a conduit au constat de plusieurs non-conformités nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant. Il est proposé pour l'une d'entre elles un encadrement par un arrêté préfectoral de mise en demeure dont un projet est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents liés au vieillissement des cuves et des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux souterraines et superficielles |
| Prescription contrôlée : Prévention des accidents liés au vieillissement des cuves et des rétentions |
| Constats : Lors de l'inspection, les cuves servant à stocker les déchets issus des installations de traitement de tournures ont été contrôlées. Il a été constaté que la cuve aérienne de 40 m3 située au sein d'une fosse maçonnée était pleine et qu'elle contenait un liquide grisâtre. Il a de plus été constaté qu'un rejet de cette fosse maçonnée s'effectuait directement dans le milieu, se traduisant notamment par des irisations (voir photo en annexe). De façon complémentaire, il est constaté que cette cuve de 40m3 est en fait constituée de 2 cuves (1 de 30m3 et 1 de 10m3) solidaires sans liaison hydraulique externe entre elles, malgré la présence d'une trappe sur chacune. Par ailleurs, deux citernes enterrées se situent à proximité au niveau de la zone de traitement des superalliages. Il est constaté que les deux systèmes de détection de fuite sont hors-service. L'exploitant indique que ces citernes sont utilisées comme rétentions tampon des déchets produits par ce process, et connectées à la cuve aérienne de 40m3. Par ailleurs, plusieurs autres cuves ont été constatées en extérieur avec notamment : <ul style="list-style-type: none">- deux cuves aériennes, servant à contenir les déchets produits par la ligne de traitement des tournures de titane ;- une cuve aérienne, servant de rétention en cas d'arrêt de la ligne susmentionnée pour pouvoir collecter l'ensemble du liquide de nettoyage des tournures.- 3 citernes de 1000 litres pleines situées sous le hangar et sans rétention, qui contiendrait des huiles usagées issues des tournures. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit <u>sans délai</u> : <ul style="list-style-type: none">- mener toutes les opérations nécessaires pour mettre un terme au rejet en provenance de la fosse maçonnée vers le milieu naturel (vidange, nettoyage, curage, colmatage réglementaire des orifices fuyants,...) en effectuant également tous les suivis administratifs qui en découlent (trackdéchets),- procéder également au contrôle de bon fonctionnement (et de remise en service opérationnelle, le cas échéant) des récupérations de toutes les eaux de process dans les rétentions prévues à cet effet. L'exploitant doit transmettre <u>sous 1 mois</u> : <ul style="list-style-type: none">- l'analyse des causes ayant conduit au débordement de la cuve de 40 m3 et des différents dysfonctionnements pour chacune des rétentions et citernes tampons,- les mesures palliatives envisagées et les dates de programmation d'exécution,- l'explication du fonctionnement des récupérations des déchets liquides issus de chaque process, en s'appuyant sur des plans de réseaux où apparaissent toutes les liaisons hydrauliques et les rétentions,- les consignes d'exploitation (contenant notamment les actions de surveillances et d'entretien, la conduite à tenir pour les dépotages, en cas de niveau haut atteint, de fuite, etc...), ainsi que les consignes de sécurité, |

| |
|---|
| - la justification de la double peau des deux cuves aériennes servant à collecter les déchets de la ligne de traitement des tournures de titane, ainsi que les moyens mis en place pour vérifier l'absence de fuite au sein de la seconde peau, - la justification du bon dimensionnement des cuves servant de rétention aux installations de traitement de tournures (titane et superalliages). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : OCP Prod.chimiques - Produit incompatible et réservoir associés à rétention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. |
| Constats : Lors de la visite du local contenant les produits chimiques utilisés sur site, il a été constaté que de très nombreux fûts étaient entreposés. Cette concentration de produits variés pose deux questions : - celle du respect de la règle de dimensionnement des rétentions figurant au I. de l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation avec un volume supérieur ou égal à 50% de la contenance totale des réservoirs associés ; - celle de la garantie de la compatibilité des produits associés à cette unique grande rétention (acide/base, oxydant/réducteur, etc.). Enfin, il a été constaté au sol des joints entre les différentes dalles constituant le sol du local faisant peser le doute sur son étanchéité. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer, sous 1 mois : - de la bonne étanchéité du sol et du bas des murs du local de stockage des produits chimiques (hauteur en lien avec le volume maximal à mettre en rétention) ; - du volume maximal de produits pouvant être mis en rétention et de leur compatibilité, dans le respect des exigences définies au 6.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : OCP Produits chimiques - Etat des stocks de produits chimiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, un premier état des stocks daté du 29 janvier 2026. Une nouvelle extraction a été réalisée le jour de l'inspection objet du présent rapport. Un contrôle par sondage lors de la visite du local principal de stockage des produits chimiques a montré que les types et quantités de produits chimiques réellement présents sur site correspondent à l'extraction. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : AR incendie dans les déchets - Entreposage des batteries (PC1)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/06/2018, article 6-VI |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des batteries |
| Prescription contrôlée : Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60. Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. |
| Constats : L'exploitant indique qu'aucun déchet de batteries (tous types) n'est entreposé sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : AR incendie dans les déchets - Détection et surveillance (PC2)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection et surveillance |
| Prescription contrôlée : Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. [...] |
| Constats : Il est visualisé : <ul style="list-style-type: none">- la présence de 2 systèmes de détection et d'extinction automatique : 1 dédié au bâtiment principal (sprinklage visible) et 1 propre à l'installation de broyage de tournures de titane qui est située à l'intérieur du bâtiment principal,- la présence de plusieurs diffuseurs sonores dans le bâtiment,- la présence de détecteur dans les locaux de stockage de produits chimiques. |

| |
|--|
| <p>Il est indiqué par l'exploitant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des systèmes de détection et d'extinction sont entretenus et vérifiés semestriellement par une entreprise qualifiée, - des travaux d'optimisation du système de détection et d'extinction relatifs à l'installation de broyage de tournures de titane ont été récemment réalisés et que cette extinction automatique ne fonctionne plus avec de l'eau additivée (évoquée dans l'AP d'autorisation du 07/05/2024 - Article 6.3.1) mais un produit de substitution (poudre évoquée) adapté aux feux de métaux. - en dehors des heures ouvrables, l'alarme incendie est retransmise à une télésurveillance qui déclenche l'intervention d'une personne externe pour la levée de doute et l'alerte du SDIS, le cas échéant. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs de déclaration de conformité de conception de tous les systèmes de détection et d'extinction automatique de <u>l'ensemble du site</u>, - les rapports d'entretien 2025 et 2026 de ces systèmes (Cf prescription de l'AP d'autorisation du 07/05/204 - Article 6.3.1), y compris ceux liés aux éventuelles levées de non-conformités, de <u>l'ensemble du site</u>. Si ces rapports contiennent des observations ou des non-conformités, l'exploitant devra également transmettre un mémo expliquant les mesures prises (curatives et/ou palliatives), leur état d'avancement et programmation d'exécution, etc... - les justificatifs qui confirment que l'alarme sonore est opérationnelle et perceptible en tout point du site, - les justificatifs relatifs au(x) contrat(s) en vigueur de télésurveillance et d'intervention pour la levée de doute en heures non ouvrables : description des prestations contractuelles, consignes, contrôle d'opérationnalité permanente du système, respect du délai d'intervention de 15 minutes (test de contrôle), habilitation/formation des intervenants, ... - la liste des personnes internes formées (et recyclées le cas échéant) aux opérations nécessaires en cas de départ d'incendie (Ce point fait partie du plan de défense incendie) |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 6 : AR incendie dans les déchets - Ronde (PC3)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-III</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Rondes et consigne</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. <p>B. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; -le parcours des rondes et les points d'observation ; -la formation du personnel concerné ; |

| |
|--|
| <p>-le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;</p> <p>-les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique assurer une présence permanente de personnel dans toutes les zones du site en heures ouvrées mais n'a pas organisé ni rédigé de consignes de ronde et leur traçabilité.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit <u>dès à présent</u> mettre en place l'organisation de rondes conformément aux prescriptions susvisées.</p> <p>Il doit également transmettre sous 7 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes exhaustives relatives à cette organisation et le suivi de traçabilité, - la justification de mise en place (photos, preuve d'achat,) des matériels nécessaires à la détection d'incendie. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 7 jours</p> |

N° 7 : AR incendie dans les déchets - Maitrise des incendies (PC4)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation, exercice |
| Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. |
| Constats : L'exploitant indique avoir réalisé un exercice incendie. Il est également constaté le jour de l'inspection, la présence d'entreprise(s) extérieure(s) réalisant des travaux liés au système de détection et extinction dans la zone de broyage du titane. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre sous 7 jours : - le compte-rendu du dernier exercice incendie, - le plan de prévention en vigueur relatif aux travaux (en cours le jour de l'inspection) liés au système de détection et d'extinction dans la zone de broyage du titane, dont son contenu doit répondre aux prescriptions susvisées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 7 jours |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie (PDI) |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.</p> <p>Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. |
| <p>Constats :</p> <p>Il a été uniquement présenté par l'exploitant, une "Procédure d'organisation en cas d'incendie ou d'explosion" dont le contenu ne comprend pas l'ensemble des éléments demandés pour un plan de défense incendie (PDI).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous 15 jours, le plan de défense contre l'incendie du site, complété et actualisé.</p> <p>Il doit également transmettre le justificatif d'envoi de celui-ci au SDIS19.</p> |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 9 : AR incendie dans les déchets - Etat des stocks (PC6)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation.</p> <p>Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant.</p> <p>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.</p> <p>Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique réaliser un suivi exhaustif et actualisé de la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre sous 7 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état et le suivi hebdomadaire <u>de l'ensemble</u> des déchets stockés des mois de janvier et février 2026, - le bilan annuel 2025 indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 7 jours |

N° 10 : AR incendie dans les déchets - Entreposage / Caractéristiques îlots (PC7)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6-IV |
| Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des îlots |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> |

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres.
Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

[...]

Les dispositions concernant l'entreposage des déchets combustibles ou inflammables ne s'appliquent pas aux petits îlots.

Constats :

A l'intérieur du bâtiment principal, beaucoup de zones de stockages mixtes, c'est-à-dire composées de matières premières (big-bags de tournures, solides, ...) et de produits finis (généralement palettisés) ne sont pas entreposées en îlots, ne respectant donc pas les configurations géométriques prescrites.

Il est également constaté l'absence de délimitation et d'allées de largeur d'au moins 5 mètres (pas de mur coupe feu pour ces allées concernées).

A noter qu'il est également constaté l'absence de balisage de sécurité (cheminements des piétons/voiries des engins, indication de hauteur maximale de passage entre zones,...). Pour exemple, un linteau béton de mur porteur pour un passage d'engin, présente des dommages probablement dus à une collision avec un engin de manutention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser l'entreposage des déchets conformément à l'arrêté ministériel susvisé et à l'article 71.2 (IV) de l'AP d'autorisation du 07 mai 2024.

Il devra également mettre à jour et transmettre les plans de stockage (prescription demandée dans la composition du PDI du site).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Émissions sonores

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 5.1.1 à 5.1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores |
| Prescription contrôlée : Surveillance périodique et respect des seuils |
| Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le dernier rapport de contrôle des émissions sonores des installations. Ce rapport signé en date du 16 septembre 2025 indique que les niveaux de bruit en limite de propriété et chez les riverains (zones à émergences réglementées) sont conformes. L'un des emplacements "riverain" n'a pas fait l'objet de mesure lors de cette campagne, l'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le bureau d'étude avait jugé que cela n'était pas pertinent du fait de la grande proximité de la route nationale ainsi que du caractère inoccupé actuel de la maison. Cette justification, si elle est reconduite lors de la prochaine campagne de mesures, devra être tracée dans le rapport d'analyse. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Rejets aqueux dans le milieu et à la STEP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 3.3.1 et 3.4.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Paramètres contrôlés, périodicité, respect des seuils |
| Constats : L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, les deux derniers rapports de surveillance de la qualité des eaux rejetées. En ce qui concerne les eaux rejetées par la tour aéroréfrigérante au réseau d'eaux usées communal (point de rejet n° 3), l'exploitant a transmis les rapports du 11 avril 2024 et du 16 janvier 2026. Ces rapports sont difficilement compréhensibles puisque les paramètres mesurés ne correspondent pas à ceux imposés par l'arrêté préfectoral. De même les rapports ne font pas mention des seuils réglementaires, ce qui complique encore leur interprétation. En ce qui concerne les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et rejetées au réseau d'eaux pluviales de la ZAC de la Montane (point de rejet n° 1), l'exploitant a transmis les rapports du 18 avril 2024 et du 8 janvier 2026. Ces rapports sont également difficilement compréhensibles puisque les paramètres mesurés ne correspondent pas non plus à ceux imposés par l'arrêté préfectoral. De même les rapports ne font pas mention des seuils réglementaires, ce qui complique encore leur interprétation. Il est tout de même à noter que le rapport du 18 avril 2024 fait état d'une concentration en hydrocarbures égale à 19 mg/L ce qui excède le seuil autorisé (10 mg/L). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre, sous 3 mois, les actions nécessaires à la bonne surveillance des eaux qu'il rejette au sein des points de rejet n° 1 et n° 3. <u>Un nouveau contrôle sur chacun de ces point est à réaliser dans ce délai</u> avec transmission des résultats à l'inspection des installations |

| |
|---|
| classées accompagnée de tout commentaire d'analyse pertinent et, le cas échéant, d'actions correctives. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 13 : Surveillance des légionelles dans la TAR

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 8.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des légionelles dans la TAR |
| Prescription contrôlée : Périodicité, respect du seuil |
| Constats : L'exploitant fait réaliser périodiquement des contrôles de la qualité de l'eau circulant dans la tour de refroidissement. Les résultats de ces contrôles bimestriels sont bien déclarés sur l'application GIDAF. Les résultats disponibles pour les années 2024 et 2025 ne montrent pas de détection de légionelles. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Surveillance des rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 2.2.2.1 et 2.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Périodicité, respect du seuil |
| Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les deux derniers rapports de surveillance des émissions atmosphériques de ses installations. Le rapport signé en date du 18 juillet 2023 présente les résultats des mesures effectuées sur 3 des 4 dépoussiéreurs présents sur le site. Ces résultats sont conformes et n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'Inspection. L'exploitant a indiqué que le dernier dépoussiéreur n'a pas été contrôlé car il n'est pas utilisé. Le rapport signé en date du 18 juin 2025 présente les résultats des mesures effectuées sur 2 des 4 dépoussiéreurs présents sur le site. Ces résultats sont conformes et n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'Inspection. L'exploitant a indiqué que les deux dépoussiéreurs associés aux installations de traitement de solide en superalliage n'ont pas été contrôlés car ils ne sont pas utilisés. Concernant les dépoussiéreurs : - la surveillance n'est pas réalisée à la bonne périodicité (périodicité annuelle prescrite) ; - la mise à l'arrêt des dépoussiéreurs doit être formalisée conformément à l'article 6.2.5 de l'arrêté d'autorisation, notamment pour encadrer le redémarrage éventuel. |

| |
|--|
| <p>Par ailleurs, l'inspection objet du présent a permis de constater que deux rejets canalisés supplémentaires avaient été mis en service par l'exploitant, sans que cette modification des installations n'ait été préalablement portée à la connaissance de la préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une hôte aspirante afin de capter les émissions diffuses de solvant en sortie de l'installation de dégraissage de tournures de super-alliage ; - un cyclone associé au système d'aspiration de l'installation de dégraissage des tournures de titane. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre sous 3 mois, les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer de la bonne périodicité des contrôles effectués sur les dépoussiéreurs ; - mettre à l'arrêt les installations de traitement des solides de super-alliage, conformément à l'article 6.2.5 de l'arrêté d'autorisation ; - porter à la connaissance l'ensemble des caractéristiques nécessaires à la régularisation des deux points de rejets atmosphériques constatés lors de l'inspection (localisation des cheminées, débits, diamètre, hauteur, nature des effluents et surveillance à réaliser). |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 15 : Plan de gestion des solvants

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 2.2.2.2 et 2.2.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise de l'utilisation des solvants</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réalisation du plan et exploitation des conclusions</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, un plan de gestion des solvants signé en octobre 2025 et portant sur les solvants utilisés au cours de l'année 2024. Le périmètre de cette étude est l'installation de traitement des tournures de superalliage, seule installation à consommer des solvants (en l'occurrence du Solvex dont la fiche de données de sécurité a été transmise).</p> <p>Dans ce document, il est fait état d'une quantité annuelle de solvants utilisés dans l'installation égale à 20,63 tonnes. Par ailleurs diverses hypothèses de travail, parfois reposant sur des études anciennes, permettent d'estimer que les émissions diffuses totales sur la période s'élèvent à 18,54 tonnes. Ces données permettent d'estimer que le taux d'émissions diffuses de l'installation s'élève à 90 % ce qui est très supérieur au seuil autorisé (20% fixé à l'article 2.2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation).</p> <p>Des éléments d'interprétation ont été apportés par l'exploitant lors de l'inspection tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ancienneté des hypothèses prises en compte dans le plan de gestion des solvants ; - des doutes quant aux quantités de solvants résiduelles réellement présentes dans les tournures traitées ; - la mise en place récente d'une hôte d'aspiration au niveau de la sortie des tournures du procédé, exutoire qui n'a pas été déclaré et n'est pas réglementé ; - l'étude de la substitution du solvant actuel par du perchloroéthylène ; - un document en anglais estimant un taux d'émission diffuse de 10 % pour l'année 2025 mais sans |

| |
|---|
| détailler les hypothèses et calculs. |
| Il faut enfin préciser que l'exploitant n'a transmis aucun résultat de la surveillance des émissions diffuses de cette installation, qui permettrait de venir confirmer ou infirmer les données issues du plan de gestion des solvants. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter, sous trois mois, l'exigence relative au taux d'émissions diffuses de son installation de traitement des tournures de superalliage. Le plan de gestion des solvants portant sur l'année 2025 devra être particulièrement précis et détaillé en ce qui concerne les hypothèses prises en compte pour déterminer les différents flux de solvants. La nature des solvants utilisés ou dont l'utilisation est projetée devra être précisée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 16 : Rapport d'incident ou d'accident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 1.11 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident |
| Prescription contrôlée : Départ de feu de l'installation de traitement des tournures de titane |
| Constats : Lors de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué que l'installation de traitement des tournures titane avait été le siège d'un départ de feu. Pourtant, aucune déclaration n'a été effectuée auprès de l'inspection des installations classées. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit déclarer sous un mois, l'incident ayant affecté son installation de traitement des tournures de titane. Cette déclaration se réalise désormais en ligne au lien suivant : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939 Le rapport associé devra notamment comporter la détermination des causes ayant conduit à l'incident ainsi que les mesures mises en œuvre pour éviter son renouvellement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 17 : Contrôle de la conformité des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.1.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la conformité des installations électriques |
| Prescription contrôlée : Réalisation du contrôle et traitement des remarques |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de vérification de la conformité électrique des installations signé en date du 29 janvier 2026 ; - le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge, signé en date du 1er juillet 2025, qui ne mentionne aucun défaut et dont il ne sera plus question dans la suite du point de contrôle. <p>Concernant le rapport de vérification de la conformité électrique des installations signé en date du 29 janvier 2026, ce document mentionne plusieurs défauts ou manquements affectant les installations électriques, 17 dont 16 avaient déjà été signalés à l'exploitant lors d'un précédent contrôle. Parmi ces manquements, plusieurs installations n'ont pu être contrôlées du fait qu'elles n'ont pas été mises hors tension lors du contrôle.</p> <p>Certains essais ne peuvent être réalisés qu'en semaine 32 de l'année 2026 suite à des contraintes opérationnelles en lien avec la mise hors tension des équipements.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit traiter, sous six mois, les réserves affectant les installations électriques qu'il exploite et transmettre le rapport qui atteste de la levée des non-conformités.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 18 : Contrôle de la conformité des installations de protection contre la foudre

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.1.5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la conformité des installations de protection contre la foudre</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réalisation du contrôle et traitement des remarques</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification de la conformité des installations de protection contre la foudre. Ce rapport signé en date du 14 février 2025 mentionne 2 réserves. En séance, l'exploitant a indiqué avoir traité ces réserves.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit démontrer, sous 3 mois, le traitement des réserves mentionnées dans le rapport du 14 février 2025, en faisant notamment procéder à une nouvelle vérification des installations modifiées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 19 : Procédure d'isolement des réseaux d'eau pluviale en cas d'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.1.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'isolement des réseaux d'eau pluviale en cas d'incendie |
| Prescription contrôlée : Présence et connaissance de la procédure |
| Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure de fermeture de la vanne d'isolement en cas d'incendie afin de confiner les eaux d'extinction. Lors de la visite des installations, il a été constaté que la vanne était bien identifiée et que l'organe de manœuvre était fonctionnel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 20 : Entretien des moyens de détection et de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 6.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de détection et de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Contrôles et essais périodiques des systèmes |
| Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les derniers rapports de contrôle de bon fonctionnement des 4 poteaux incendie ceinturant le site et valorisés dans l'étude de danger ainsi que ceux concernant les robinets RIA. Les rapports concernant le bon fonctionnement des poteaux incendie n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection. Par contre le rapport de vérification des RIA signé en date du 13 mars 2025 indique que 2 RIA sont endommagés. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réparer, sous 3 mois, les RIA endommagés. Si des RIA sont démontés en lien avec la nature du risque à défendre (par exemple dans la zone de stockage et de traitement des déchets de titane), l'exploitant justifie des moyens valorisés pour lutter contre l'incendie en fonction des produits à défendre dans chacune des zones. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 21 : Entreposage des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, articles 1.2.1, 1.3, 1.8 et 7.1.2(IV) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets |
| Prescription contrôlée : 1.2.1 Consistance des installations [...] L'ensemble des installations figure sur le plan fourni en annexe 1 du présent arrêté préfectoral. 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation |

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

1.8 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

7.1.2 Gestion des déchets entrants

[....]

IV. - Entreposage des déchets

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

6.1.6 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

I. - Accès au site

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

II. - Voie « engins »

Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;

[....]

Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins.

Constats :

Lors de la visite des installations, il a été constaté de nombreux entreposages de déchets métalliques dont beaucoup de big-bags de tournures, stockés en extérieur directement sur le sol, sans couverture pour les protéger des intempéries. Certains de ces big-bags étaient entassés, percés ou renversés (voir photo en PJ).

Il a de ce fait été constaté la contamination du réseau d'évacuation et de traitement des eaux pluviales du site par les tournures métalliques.

Des tournures ont aussi été constatées sur les voiries extérieures au site.

Il faut rappeler que les tournures métalliques sont des déchets générés hors site par des procédés nécessitant de l'huile de coupe et présentant donc des traces d'hydrocarbures.

Afin d'éviter la dispersion de tournures et d'hydrocarbures par les eaux de pluie, aucun stockage de déchets n'est autorisé en extérieur par l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 (cf. plan en annexe 1 dudit arrêté).

Il a également été constaté que des tournures et de l'huile de coupe s'échappaient de l'installation de broyage des tournures de superalliages sous le bardage du bâtiment. Ces éléments rejoignent directement le milieu naturel, i.e. sans être captés par le réseau de gestion des eaux pluviales (voir photo en annexe).

Ces pratiques peuvent expliquer la concentration importante en hydrocarbures mesurée sur le rejet d'eaux pluviales au cours de l'année 2024 (19 mg/L pour une valeur limite de 10 mg/L). L'exploitant a en effet indiqué que le séparateur débourbeur du site était alors saturé par des tournures métalliques.

Par ailleurs, ces nombreux stockages extérieurs réduisent les voiries de circulations et notamment celles des accès pour les pompiers, engendrant ainsi de forts risques de difficultés d'évacuation et dans les manœuvres des engins : absence de visibilité, éventration de big-bags de tournures...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour tous les zones extérieures (en particulier celles où il y a des stockages de matériaux), l'exploitant doit dès à présent :

- remédier à la dissémination de polluants dans l'environnement, en prenant toutes les mesures pour pallier tous risques d'envol, de dispersion ou de lessivage de toutes matières solides (copeaux notamment) ou liquides s'y trouvant actuellement (par exemple : fermeture hermétique des contenants, couverture, collecte des éléments dispersés type copeaux, ...),
- libérer toutes les circulations du site pour le rendre accessible en permanence (SDIS, évacuation, manœuvre d'engin....).

Il doit également mettre en œuvre sous 3 mois, toutes les dispositions techniques et opérationnelles nécessaires pour un stockage de tous les déchets (entrants et sortants) à l'intérieur du bâtiment, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024.

| |
|--|
| Il est proposé d'encadrer la résorption de cet écart par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, dont le projet est joint en annexe du présent rapport. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 22 : Entretien de la TAR

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 8.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions applicables à la TAR |
| Prescription contrôlée : La tour aéroréfrigérante classée sous le régime de la déclaration prévu à la rubrique 2921 et mentionnée à l'article 1.2 du présent arrêté est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé. |
| Constats : Il est constaté une fuite de liquide s'écoulant sur le sol au niveau de la TAR. L'exploitant indique qu'une maintenance corrective est prévue prochainement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit <u>immédiatement</u> remédier à cette fuite et transmettre le rapport de maintenance corrective de l'intervention. Ce rapport devra décrire que cet entretien a été réalisé conformément aux prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (notamment par son article 3.7) |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 23 : Entretien de l'installation de traitement des superalliages

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 8.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions applicables aux installations de traitement de tournures |
| Prescription contrôlée : Les installations de traitement des déchets métalliques sous forme de tournures relevant de la rubrique 1978-5 sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 modifié susvisé. |
| Constats : Il est constaté que l'installation de traitement des superalliages génère pendant son fonctionnement, une vapeur permanente et sans aspiration, provoquant ainsi une forte humidité sur les équipements électriques de proximité. L'exploitant indique que ce mode de fonctionnement est normal (échauffement dû au broyage) |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre la justification que ce mode de fonctionnement ne génère aucun danger ni risque chronique et/ou accidentel. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |

Planches photographiques associées à la visite d'inspection

N°1 : Prévention des accidents liés au vieillissement des cuves et des rétentions



rejet rétention cuve 40m3

N°21 : Entreposage des déchets



stockages non conformes



envol et lessivage de copeaux